Subventions européennes, chasses aux sorcières, institutions gangrenées: comment l'université est noyautée par l'islamo-wokisme

ENTRETIEN - Le professeur d'histoire Pierre Vermeren et le linguiste Xavier-Laurent Salvador, qui ont codirigé Face à l'obscurantisme woke (PUF), racontent la levée de boucliers déclenchée par ce livre. Ils dévoilent l'ampleur du phénomène woke, son influence au sein de nos institutions ainsi que ses ressorts idéologiques, mais aussi financiers.
Par Alexandre Devecchio et Eliott Mamane, pour Le Figaro Magazine
3 mai 2025

LE FIGARO. - Pourquoi ce livre et pourquoi a-t-il fait couler tant d'encre avant même sa sortie ?
Xavier-Laurent SALVADOR. - Ce livre répond à une réalité qui nous heurte depuis six ans, à l'Observatoire du décolonialisme. Celui-ci réunit des gens qui alertent et documentent l'émergence de l'obscurantisme woke à l'Université. Ce n'est pas nous qui l'appelons woke, on assiste au développement endémique des idéologies identitaires, que nous considérons comme un obscurantisme. Nous documentons, par nos rapports et nos livres, cette dimension qui fout en l'air le système académique, du recrutement à la recherche, en substituant de fausses sciences aux postulats disciplinaires qui ont permis de structurer l'Université. Il s'agit de documenter pour renseigner le grand public au sujet de ce lieu mystérieux, qui fait peur à tout le monde, appelé université. L'université fait peur, on n'ose pas y rentrer. C'est un lieu autonome et seuls les universitaires peuvent documenter la question et y répondre. C'est notre mission de moine-pèlerin itinérant d'alerter le politique et la population.
À lire aussi Face à l'obscurantisme woke : l'histoire secrète de ce livre qui fait polémique avant même sa sortie
Pierre VERMEREN. - C'est d'autant plus important qu'aujourd'hui en France, l'Université compte entre 1,7 et 2 millions d'étudiants. Or nous sommes dirigés par des gens qui ont fait Sciences Po et l'ENA. Hormis quelques professeurs de droit, ils n'ont aucune connaissance de l'intérieur des universités. C'est un monde où ils n'envoient pas leurs enfants et dans lequel ils n'ont pas étudié. Ils délèguent à des universitaires (qui sont encore relativement bien choyés) et nombreux (88.000), la formation de 2 millions de jeunes sans savoir ce qui s'y passe. L'autonomisation de l'Université a considérablement aggravé cette dérive : l'État laisse sombrer plus de la moitié d'entre elles dans des déficits graves. Macron a doublé le nombre d'étudiants étrangers sans toucher aux moyens, ce qui a accéléré l'appauvrissement des formations. Le problème est structurel. D'ailleurs, les ministres de l'Enseignement supérieur nommés par Macron sont des scientifiques inconnus, ces universitaires n'ayant aucune marge de manœuvre : la fonction vient même de disparaître. Cela en dit long sur le désintérêt total de l'État.
On ne peut pas en vouloir à nos collègues de sombrer dans cet obscurantisme
Xavier-Laurent Salvador
X.-L. S. - Comme la France a délégué à l'Europe la gestion et le pilotage de la politique de recherche de son cycle supérieur, les priorités de la recherche sont définies par une institution européenne sur laquelle plus personne n'a la main et qui elle-même pense mécaniquement selon des termes qui ne sont pas ceux de l'Université française, mais anglo-saxonne. Concrètement, les appels à projet (qui sont structurants et qui définissent l'orientation de la recherche au niveau européen et donc français) découlent d'une vision de bureaucrates s'inscrivant dans des mots-clefs ou thèmes qui répondent à l'obscurantisme woke. La chaire des universitaires français est financée à concurrence de 500 euros par an, mais à côté, l'Europe propose des appels à projets à hauteur d'1 ou plusieurs millions d'euros par an. De fait, on ne peut pas en vouloir à nos collègues de sombrer dans cet obscurantisme. Soit ils ne vivent de rien et l'on se moque de leurs conditions, soit ils se soumettent aux logiques anglo-saxonnes et se voient promettre plusieurs millions d'euros par contrat. On passe très vite de l'étude littéraire et stylistique de Proust à «Proust : queer LGBTQI+ et fluidité du pronom personnel».
P. V. - Les financiers européens définissent aujourd'hui l'essentiel des projets de recherche. En

mettant la loupe sur ce problème à travers notre livre, on a suscité une levée de boucliers et une peur. Il y a en effet une double peur à l'Université. D'abord, nos collègues sont soumis à ce vent idéologique nouveau, qui s'est levé il y a moins de dix ans et s'est accéléré avec le Covid. Il y a beaucoup de souffrance dans le milieu universitaire : la plupart des titulaires ont été très bien formés et recrutés, mais ont appris à se taire car la société a cessé de les écouter. Ils s'expriment dans des livres ou revues scientifiques de moins en moins lus. Leur travail demeure confidentiel, et les médias - et pas seulement la télévision - parlent de plus en plus un autre langage.

À lire aussi Diversité, wokisme... Les politiques des entreprises françaises face à l'offensive de Donald Trump

En face, il y a la peur de la majorité face à la minorité qui propulse le wokisme, car elle a construit un système postmarxiste et clanique nouveau sur la base du clivage. Cette dernière dérive académique est en prise avec ce qui s'est déroulé à Columbia (New York) et dans des universités britanniques ou belges : elles ont trouvé dans le wokisme une bouée de sauvetage, des financements, et elles ont ouvert une tranchée : puisque la société nous rejette et ne s'intéresse plus à nos travaux, prenons en main les étudiants et les jeunes intellectuels pour construire un modèle social et politique alternatif. Ceux qui ont levé les boucliers face à notre livre, y compris l'éditeur qui était venu nous chercher - car il a été soumis à des pressions de ses lecteurs et auteurs -, nous reprochent au fond d'ouvrir la boîte de pandore de l'Université.

Il ne faut pas dévoiler ce qui s'y passe : les politiques la méprisent, les élites sociales la fuient, les médias n'y comprennent rien, et nos dirigeants n'y ont pas été formés. Or c'est toujours en son sein que se forment les forces vives et la plupart des cadres de la société de demain.

On ne peut donc pas laisser l'Université dans l'ombre, surtout quand on lui délègue la tâche d'éliminer un étudiant sur deux du système, le baccalauréat étant distribué à tout-va. Les étudiants qui formeront la jeunesse de demain sont soumis au vent idéologique nouveau, confinant parfois à une véritable propagande, sans que bien de professeurs ne l'avalisent… Car les institutions qui préparent les enseignants (les INSPE, les anciens IUFM) sont autonomes, et que le wokisme y tourne à plein régime. L'idéologie y surpasse souvent les connaissances disciplinaires.

Campement anti-Israël sur le campus de l'Université de Columbia (New York), en avril 2024, contraignant l'établissement à annuler ses enseignements en présence. MICHAEL M. SANTIAGO / Getty Images via AFP

X.-L. S. - Bien sûr, on l'a démontré dans plusieurs rapports de l'Observatoire : il y a, dans les formations en master enseignement par exemple, des postulats critiques vis-à-vis de la laïcité, même dans les intitulés de poste, qui créent une espèce de surpression dans le milieu universitaire. Dans le même temps, cela crée un parasitisme dont témoigne l'ouvrage : médecine, sciences humaines, sciences dures...

Comment définissez-vous le wokisme et pourquoi l'avoir qualifié d'obscurantisme ?

X.-L. S. - Emmanuelle Hénin, dans la préface, montre que les dérives auxquelles on assiste dans les universités se construisent contre les disciplines. Ce que les collègues appellent les «studies », qui sont en réalité des disciplines transversales, se construit contre l'épistémè disciplinaire. Par exemple l'histoire ou la philosophie sont des disciplines, tandis que les studies entendent créer des disciplines transversales sur la base de postulats idéologiques, construits sur des corpus déconstructionnistes qui mettent à mal la science, et notamment le fait d'adhérer à ce pourquoi l'Université existe (la vérité et son enseignement). On a ainsi les plant studies, les hair studies, les fat studies... Ce sont de fausses disciplines que l'on documente dans nos rapports. Il s'agit d'un obscurantisme car ce ressenti idéologique met en valeur la personnalité de l'étudiant contre la vérité, dévoie la subjectivité contre la raison... C'est l'échec de l'interdisciplinarité.

À lire aussi Taylor Sheridan, le scénariste pourfendeur du wokisme qui a conquis l'Amérique

Quant au mot woke, nous ne l'employions pas dans notre observatoire, mais nous nous focalisions sur les idéologies identitaires (les sciences qui se développent autour de l'individu, la personne, le moi, contre l'objectivité, la rationalité et la vérité). Il semblerait que ce mot ait désormais du sens dans l'Université. Par wokisme, on désigne aujourd'hui ces disciplines qui ont fait de l'identité la

clef de voûte des discours qui les charpentent.
P. V. - Le mot woke est un mot-valise, ce n’est pas un concept pertinent, mais cela traduit son origine religieuse anglo-saxonne. Il y a une dimension incontestablement religieuse et sectaire dans le wokisme. Et il possède également un caractère agrégatif : on y trouve de tout. L’ensemble n’est pas cohérent et le mot peut sembler réducteur, mais il désigne un maquis idéologique complet.
Le wokisme, tel qu’on le désigne, n’est pas une idéologie, mais une morale. C’est-à-dire un rapport religieux au bien et au mal
Xavier-Laurent Salvador
X.-L. S. - J’ai souvent démontré que pour être maoïste, il faut avoir lu Mao, pour être marxiste, il faut avoir lu Marx, mais pour être woke, il n’y a pas de corpus idéologique. C’est parce que le wokisme, tel qu’on le désigne, n’est pas une idéologie, mais une morale. C’est-à-dire un rapport religieux au bien et au mal. Le wokisme désigne une série de comportements auxquels tout le monde adhère sans savoir de quoi il retourne. Le mot a aujourd’hui du sens dans la société : sont wokes des gens pétris d’une morale, pleine de bonnes intentions vis-à-vis des minorités, du climat, de la planète... Comment s’opposer à des gens qui veulent que la planète aille mieux, que les gros ne soient pas discriminés ? Le wokisme n’est pas un corpus idéologique, mais une morale. C’est en cela que l’on répond à la question de l’obscurantisme : dès que la boussole n’est plus scientifique mais morale, et que la science devient un objet moral, la rationalité meurt. On obéit à une boussole intérieure qui n’est plus celle de la science. C’est contre cela qu’on lutte. L’obscurantisme woke est presque un pléonasme !
À lire aussi Emmanuelle Hénin: «La liberté académique, victime collatérale de l'idéologie à l’université»
P. V. - L’obscurantisme est une référence à Voltaire. Il a construit la rationalité moderne de la France. Il s’était opposé à une certaine vision du discours religieux : l’obscurantisme correspond à sa vision de la théologie, notamment la glose, comme l’explique bien Emmanuelle Hénin dans l’introduction. Finalement, l’Université française moderne, qui a succédé à la Sorbonne catholique de l’Ancien Régime, celle qu’a reconstruite Napoléon, est une université rationaliste, basée sur les grandes disciplines scientifiques (les sciences physiques, les mathématiques, l’histoire, la philosophie… – malgré les illusions scientistes du XIXe siècle). Là, on assiste à la déconstruction de ce modèle, d’où le retour d’un obscurantisme nouveau, contre lequel Voltaire appelait à construire l’Université et la science européenne.
Vous attendiez-vous à subir autant de pressions et d’attaques avant même la sortie du livre ? D’où sont-elles venues ?
P. V. - Ces attaques sont assez obscures : on ne sait pas qui a fait pression sur l’éditeur. Celui-ci s’est servi de la sortie publique et assumée de Patrick Boucheron pour justifier la censure, mais ce sont principalement des auteurs et lecteurs des PUF qui ont fait pression sur la direction pour contester la décision de la plus grande maison d’édition universitaire française. C’est assez marginal, mais cela dévoile le camp woke dans l’Université française, le même qui prétend que le wokisme est une fable… Cette forme du dévoilement était inattendue ! On a donné à chaque auteur la liberté d’exprimer sa définition de l’obscurantisme woke depuis sa discipline : ce n’est ni un manuel idéologique, ni un livre d’auteur. Chacun s’exprime selon sa vision et sa pratique.
Notre livre ne menace personne et les attaques que l’on a subies nous servent finalement, car le livre fait beaucoup parler. Ceux qui ont critiqué le livre ne l’ont d’ailleurs pas lu. Ils ont contesté le principe qu’une maison d’édition universitaire parle du wokisme ! Tout le monde a perçu la dimension voltairienne derrière le terme d’obscurantisme. Peut-être un titre plus doux n’aurait-il pas provoqué ces levées de boucliers, on aurait ainsi vendu entre 1000 et 1500 livres, comme chaque ouvrage universitaire et personne n’en aurait rien dit. La presse ne l’aurait même pas vu. Les gens qui nous ont attaqués sont maladroits.

Manifestation pro-palestinienne devant l’Université de la Sorbonne (avril 2024, Paris).
GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP
X.-L. S. - Dans le contexte actuel, avec Hollande qui, au mépris de nos propres doctorants, propose

qu’il y ait un statut de réfugié académique mondial pour accueillir en France tous les woke de la Terre, on comprend que l’on ne pouvait que se faire massacrer. Pour autant, on ne l’avait pas vu venir de cette façon. Je pensais que le livre sortirait, que l’on en vendrait 500 exemplaires, et que c’est plus tard que l’on se serait fait attaquer. Je ne m’attendais pas à ce que le caractère sloganesque de la couverture soit à ce point attaqué sans que l’on ait été lus. Ils se prennent tous pour des assassins de couloir, feutrés, mais la sortie de Boucheron montre en fait à quel point ces gens sont hors-sol.
Qu’une figure comme Patrick Boucheron vous attaque directement révèle-t-elle l’influence du wokisme au Collège de France ?
X.-L. S. - C’est clairement une identité woke révélée et pleinement assumée par des collègues qui, derrière le mot obscurantisme ou woke, ont le sentiment d’être attaqués... C’est révélateur de ce qu’ils considèrent être, ainsi que du rôle du Collège de France.
À lire aussi Eugénie Bastié : «Patrick Boucheron ou Philippulus au Collège de France»
P. V. – Le Collège a été créé par François Ier pour contrer la Sorbonne ! Il a ainsi parfaitement joué son rôle, les professeurs de la Sorbonne étant attaqués par un éminent collègue du Collège de France dont on sait la proximité (qu’il dénie) avec l’Élysée.
X.-L. S. - Est-ce que cela caractérise une forme de science officielle, d’un courant idéologique ? C’est en tout cas un mouvement auquel on assiste depuis que le mouvement woke a pénétré le discours politique : celui-ci veut s’appuyer sur la science pour justifier son action. L’action politique n’est motivée que par le regard éclairé d’une population qui décide d’une orientation. Or, on voit que le wokisme sert à l’extrême gauche de caution à l’action politique à travers des travaux universitaires. On explique ainsi aux gens qu’ils ne comprennent rien à la politique, car la science a dit autre chose. L’intervention de Boucheron témoigne de la tentation du politique de s’appuyer sur la science et d’une tentation de la science de devenir un objet politique. C’est dangereux. En démocratie, on ne peut pas réfuter le vote populaire et l’intuition démocratique au prétexte d’une science qui dicterait les choix politiques.
Vous vous intéressez à l’Université, laboratoire du wokisme, mais vous montrez que cette idéologie pénètre aussi le monde de l’édition, des médias, de la politique...
P. V. - La première partie de notre livre est consacrée à la pénétration de cette idéologie dans diverses institutions (pas toutes, mais on a aussi bien évoqué les grandes entreprises que l’Église catholique, la presse, les médias, la communication de façon générale). L’Université joue son rôle de laboratoire et de fabrique des savoirs. Mais aussi de fabrique idéologique : après la Seconde Guerre mondiale, le marxisme académique a pris le pouvoir dans le paysage intellectuel des médias et de la sphère artistique. Il y a un phénomène d’osmose : lorsque l’Université produit des savoirs, cela descend dans l’Éducation nationale, dans la jeunesse, puis remonte dans toutes les sphères culturelles au sens large. Ce laboratoire, évidemment, pénètre les institutions. Il y a bien sûr des résistances, chez les politiques, dans certains médias, mais on demeure dans la perspective gramscienne de fabrication de la pensée et de la vision idéologique du monde de demain.
X.-L. S. - Et la vision morale ! Cela fonctionne si bien car il n’y a rien de plus facile que d’adhérer à une morale, pour le bien et contre le mal. La plupart des jeunes aujourd’hui ne comprennent pas forcément : ils n’ont pas lu Gramsci, Marx, Mao, Aron... Or on leur met des mots simples dans la bouche et les travaux universitaires font que cette morale pourrait progressivement devenir une chaire universitaire, un lieu de science, une doctrine, une doxa... C’est ainsi que, progressivement, toute une société est sommée d’adhérer à une vision morale qui se pare des attributs de la science. C’est nocif !
Malgré toutes les bonnes volontés des ministres de l’Éducation nationale successifs, l’effondrement culturel produit par l’école se poursuit
Pierre Vermeren
P. V. - Il n’y aurait d’ailleurs pas eu ce problème si l’École et l’Université avaient joué leur rôle, en étant capable, comme dans les années soixante, de former intellectuellement à la lecture, à la réflexion et à l’esprit critique la plus grande partie de la jeunesse. Peu d’institutions sont aujourd’hui capables de former des jeunes intellectuels de haut niveau. Les classes préparatoires

continuent de fonctionner, mais pour l'essentiel, on est en échec. Et le politique ne veut pas revenir sur cet échec. Malgré toutes les bonnes volontés des ministres de l'Éducation nationale successifs, l'effondrement culturel produit par l'école se poursuit. Il suffit de regarder Pisa, ou le niveau de langue écrite de nos étudiants... Des universités entières se sont d'ailleurs vidées de leurs étudiants, que ce soit en science dure ou en philosophie, littérature, ancien français et même en histoire, en dehors des grandes universités parisiennes.
Cet affaissement intellectuel collectif a des causes multiples (tout n'est pas à mettre sur le compte de l'État), il y a aussi l'avènement des nouvelles technologies (réseaux sociaux, société de communication, de l'image, tout ce sur quoi Debray a été visionnaire). Dans ce contexte, puisque les étudiants ne lisent plus, il faut leur proposer une morale et non un savoir. C'est plus accessible. Certains universitaires pensent ainsi pouvoir garder leur rôle de guide (non plus basé sur des savoirs mais l'idéologie de la domination). Cette crise est le reflet d'un effondrement intellectuel. On voit la même chose aux États-Unis où les universités sont obligées d'aller chercher les étudiants les plus brillants du monde entier pour pallier leur insuffisance à former les gens. Nous, en France, n'allons pas chercher les meilleurs étudiants du monde qui préfèrent les très chères universités anglo-saxonnes… Grâce à notre gratuité, on fait venir beaucoup d'étudiants qui, en revanche, sont incapables d'inverser la marche générale des choses.
À lire aussi «Ce sont des copies d'histoire, de philosophie qu'on ne comprend plus»: les professeurs face à la chute dramatique du niveau de langue
X.-L. S. - C'est le sens de ma contribution. Comment cette morale a-t-elle créé des opportunités pour des collègues de créer des studies, dans l'espoir de rentrer dans des concours ? Transformer sa vision (sa study) en domaine académique permet de créer des opportunités de postes pour ses étudiants, et d'abord de financer leur thèse. C'est une «lutte des places». Aujourd'hui, en recrutant un enseignant de littérature, celui-ci peut décréter après deux ans qu'il est finalement en hair studies : il agrège ainsi des étudiants et suscite un mouvement d'adhésion, tout en installant une fausse science dans l'université. Cela explique que des directeurs d'école adhèrent à des discours complètement fous sur l'écriture inclusive. Ils se mettent à légitimer les fautes d'orthographe car c'est plus inclusif !
Les étudiants des concours, notamment au Capes ou au professorat des écoles sont recrutés sur une base idéologique de plus en plus décomplexée
Pierre Vermeren
P. V. – L'an dernier, un étudiant au Capes d'histoire a été retoqué, non pas sur sa connaissance scientifique de la question au programme, mais sur l'entretien professionnel qui joue un rôle de sas idéologique. On lui a demandé ce qu'il ferait si un élève s'appelant Olivier souhaitait se faire appeler Nathalie : sa réponse non conforme aux attentes «inclusives» du jury a été rédhibitoire. La morale pénètre les institutions et, désormais, les étudiants des concours, notamment au Capes ou au professorat des écoles (mais pas à l'agrégation) sont recrutés sur une base idéologique de plus en plus décomplexée.
X.-L. S. - Une anecdote personnelle : j'ai quitté le jury du Capes de lettres l'année où j'avais mis 0 à un oral d'un étudiant en grammaire, mais qui a tout de même été recruté car sauvé par ce fameux entretien professionnel... L'idéologie pénètre donc différentes institutions, mais en plus, on apprend dans le livre que le phénomène n'est plus cantonné aux sciences humaines...
P. V. - C'est la partie centrale de notre ouvrage. On a commencé à le préparer il y a trois ans et à l'époque, on découvrait que le phénomène emportait aussi les sciences dures (médecine, biologie… ou mathématiques, que l'on dit «sciences blanches» aux États-Unis). Des scientifiques de haut niveau ont contribué sur cette question. Cela montre la profondeur du mal, car il a débordé des seules sciences humaines !
À lire aussi «Il joue au puissant» : Patrick Boucheron, l'historien médiatique qui pourfend la droite et intimide la gauche
X.-L. S. - Lorsque la morale s'impose dans les sciences pour remettre en cause par exemple un savoir dit « colonial », à commencer par la médecine, qui impose pourtant un regard objectif sur une réalité, c'est problématique. Il y a des médecins américains mis en cause car ils avaient écarté le

diagnostic du cancer de la prostate pour des patients transsexuels venus les consulter. C’est une déformation de la réalité. Les sciences dures sont déconstruites comme les autres. On a des spécialistes de la déconstruction en France (Boucheron, Deleuze, etc.) ; or déconstruire le réel n’est pas qu’un discours fumeux que l’on tient à Saint-Germain des-Près pour briller. C’est concret quand cela consiste à dénier le réel des sciences dures au profit d’une grille morale supérieure. A-t-on le droit de dire que la drépanocytose concerne un groupe ethnique plus que d’autres, lorsqu’un individu vient en consultation ? Les uns diront que c’est l’évidence, car la réalité scientifique s’impose ; les tenants du tout culturel, du wokisme, diront que c’est un discours sur la réalité qui émane d’une construction sociale à déconstruire et critiquer.

Le café de Flore, haut-lieu des rencontres germanopratines, qui fut notamment fréquenté par Sartre, Beauvoir et divers philosophes de gauche depuis les années 50. JACQUES DEMARTHON / AFP
P. V. - C’est particulièrement vrai dans le domaine du genre et des études raciales. D’abord, on doit à ces personnes la réhabilitation du mot «race». Quand j’ai fait mes études supérieures, le concept avait été mis hors-jeu depuis l’hitlérisme, du fait de ses usages criminels et génocidaires. Cette réhabilitation de la race comme concept scientifique vient des États-Unis : elle est extraordinaire. D’un côté, on supprime le mot «race» de la Constitution parce qu’il susciterait le racisme ; de l’autre, on le réhabilite en majesté à l’Université, où justement, on va le propager ! Concernant le genre, ce n’est pas mieux : à Nice, un collègue a été interdit de cours et a vu son traitement suspendu pendant deux ans car, en tant que professeur de psychologie, il a eu le malheur de dire qu’un homme n’était pas une femme. Lorsque le premier ministre britannique est morigéné à ce sujet, cela fait rire tout le monde. Mais en France, cette application de l’obscurantisme est passée sous les radars. En psychologie, on ne peut donc plus librement affirmer qu’il y a un clivage sexuel entre hommes et femmes. La maladie est profonde.
X.-L. S. - L’ouvrage montre que cette absence d’objectivité dans le regard aujourd’hui conduit à des impasses théoriques. Il y a des biais dans les analyses statistiques, mis en évidence par Cyrille Godonou, mais aussi par Joseph Ciccolini en oncologie, où l’on est également soumis à un diktat racialiste et genré.
Vous avez beaucoup évoqué l’influence américaine. Comment regardez-vous ce qu’il s’y passe , libération ou menace ?
P. V. - On ne peut pas se moquer de ce qui se passe aux États-Unis, car les projections, dans le sens du wokisme ou dans celui du trumpisme, sont puissantes. Il y a en effet une fascination inverse - répulsive - à l’égard de Trump, mais on dirait parfois qu’il fait partie de la politique française ! Forcément, on subit tous l’influence américaine sans pouvoir s’en abstraire, surtout quand nos universités ont des liens puissants avec les universités de ce pays. La pénétration de l’idéologie woke est venue par les Universités américaines qui ont des accords avec Sciences Po, l’ENS et la Sorbonne. C’est la puissance des États-Unis que de taper directement la tête du système.
À titre personnel, je ne me sens pas concerné par la situation américaine : ce livre a été écrit pour notre université. Je ne suis pas Américain. Mais les Américains sont manichéens et leurs discours nous influencent malgré nous. Ainsi, la France pourrait devenir le dernier pays où le wokisme prospère, parce que l’on voudra faire l’inverse de Trump. Depuis qu’il a lancé la chasse au wokisme, on risque à l’inverse de le prôner ! C’est d’ailleurs dans le cadre du «sauvetage de la science» et d’un discours anti-Trump que le professeur Boucheron nous a mis en avant. Ce qui se passe aux États-Unis est souvent délétère, au risque de nous empêcher de penser : devons-nous sombrer à notre tour dans des blocages mentaux qui entravent la réflexion ?
À lire aussi «Si les universités ne résistent pas…» : après son refus de céder aux injonctions, Harvard aux prises avec l’Administration Trump
X.-L. S. - Il est minuit moins trois en France. Trump est la conséquence d’un impensé culturel aux États-Unis, qui a laissé dériver le wokisme pendant dix, quinze, vingt ans... On essaie d’anticiper le désastre en alertant les gens sur ce qui pourrait se passer en cas de dérive. Les États-Unis ne sont pas la France, mais là-bas, l’antiwokisme est à la mode, face à des wokes réduits au rang de petits chatons. En France, on nous a accusés d’être trumpistes, poussant les PUF à nous censurer au nom

de la vertu. Or en France, ce sont précisément les wokes qui sont majoritaires, et les antiwokes des petits chatons. Quand on signe une tribune, on a 50 signataires ; quand eux signent une tribune, c'est avec 15.000 personnes. Ils ont toute la jeunesse avec eux.
Et c'est normal : ils la financent. Ils ont l'argent, le pouvoir et les postes. Nous n'avons pas avec nous un mouvement qui nous porterait et nous rendrait puissants au point de faire la pluie et le beau temps dans les Ve et VIe arrondissements. C'est Boucheron qui fait la pluie et le beau de temps. En revanche, la violence de Trump est la conséquence d'un impensé par les Démocrates depuis Obama, qui consiste à laisser filer l'Université, depuis Evergreen, dans tous ses délires. Notre livre consiste à demander : faut-il aller dans le mur ou freiner avant la chicane ? Mais la situation américaine n'est pas très favorable pour autant. Elle connaîtra de nouveaux contrecoups. En revanche, l'accueil en France de cette population d'universitaires woke me terrorise.
P. V. – Est-ce pour s'occuper des 200.000 nouveaux étudiants étrangers invités depuis 8 ans en France ? Je plaisante, mais la question des financements mérite d'être posée. Notre livre a été attaqué pour son titre, mais aussi parce que notre observatoire du décolonialisme a été modestement financé par l'homme d'affaires Pierre-Édouard Stérin, pour subvenir à ses besoins de secrétariat et d'édition. On a été accusés d'avoir été financés par le diable quand les programmes de recherches européens et donc sous influence woke disposent de moyens considérables : l'État français a cessé de mener une politique de recherche qu'il a confiée pour l'essentiel à Bruxelles. Le CNRS répartit la pénurie. Le budget recherche dans mon université a été divisé par deux cette année pour l'ensemble des laboratoires. La crise financière est générale, et les gens qui nous ont attaqués ne supportent pas que notre laboratoire bénéficie d'une petite subvention au milieu d'une pénurie générale... D'autant plus quand les attendus de la DEI (Diversité, Équité et Inclusion) - une autre définition du wokisme - sont imposés à tous les projets de recherche !
Que vous inspire l'accueil des chercheurs américains en exil par Donald Trump ?
X.-L. S. - On dit depuis cinq ans que le wokisme mourra partout dans le monde, sauf en France. Ce qui est effrayant, c'est que le projet de Macron cible particulièrement les chaires américaines en sciences sociales et humaines les plus idéologiques. C'est un appel d'air monstrueux. Cela montre une ignorance totale de ce qu'est l'université comme République universitaire et lieu de cooptation. Ce n'est pas un grand mercato dans lequel on raflera Einstein pour refaire les sciences en France. On parle de postes qui sont déjà dotés par l'État, et qui sont autant de postes en moins pour nos propres étudiants. Parmi les étudiants que j'ai formés, il n'y en a pas un qui soit en poste en France. La dernière a été recrutée en Norvège où elle fera sa vie. Mais la logique est désormais de dire que le peu d'étudiants que l'on arrive à former avec l'esprit disciplinaire français s'effondrera au profit d'une logique anglo-saxonne qui ne rentre ni dans le moule des disciplines ni dans celui de la République universitaire française. C'est totalement con !
P. V. - Et il faut prévenir les universitaires américains qu'ils seront payés chez nous comme des ouvriers américains ! Aujourd'hui, un universitaire français a le salaire d'un instituteur suisse, trois fois moins qu'une infirmière hospitalière dans ce pays, ou trois à quatre fois moins qu'un universitaire en Suisse ou aux États-Unis. Ces réfugiés risquent de tomber dans la misère, le tout sans crédits de recherche et dans des locaux sous-équipés : à la Sorbonne, les tableaux à la craie risquent de les déstabiliser ! En outre, bien des étudiants des premiers cycles ne comprendront pas leurs enseignements, sans parler de la langue ! Je leur conseille plutôt d'aller en Allemagne !

Graffitis dans l'Université université de Toulouse II après qu'une assemblée d'étudiants a encouragé au blocage du campus. ERIC CABANIS / AFP
Au moment où Emmanuel Macron annonçait cet accueil l'affaire Fabrice Balanche éclatait...
X.-L. S. - La guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'emprisonnement. On est en pleine inversion des valeurs. On fait passer le trumpisme pour une idéologie dominante et dangereuse en France, alors que nous ne sommes que trois chatons réfugiés dans un observatoire. La liberté académique n'est plus une réalité objective. C'est paradoxal et rappelle la tentation de réunir science et politique, dans une forme de lyssenkisme devenu effrayant. Il muselle la contestation en France en favorisant l'orthodoxie ailleurs. Boucheron nous a attaqués en défendant les sciences : c'est un monde

«bestourné», vieux mot du Moyen Âge pour qualifier le monde carnavalesque. On assiste au «bestournement» du monde. Ceux qui défendent la liberté académique en sont les principaux contempteurs. Ceux qui prétendent défendre la science sont les principaux moralistes.
P. V. - Il y a une bonne nouvelle dans l'intervention du président : c'est la première fois en huit ans qu'il s'intéresse aux universitaires. Mais les budgets de cette université, prétendument autonome, sont partout à la peine. Les deux tiers des universités françaises sont en faillite. À Paris I ou à Paris XIII, le budget n'a pas été validé par le Recteur. Les universités présentent des conditions de travail si dégradées qu'y coopter des universitaires étrangers relève de l'affichage. C'est une réponse idéologique à Trump : mais dans le vrai monde, on va continuer à exporter les polytechniciens et nos meilleurs scientifiques français en Californie..., et importer quelques universitaires en sciences humaines ne changera rien au malaise général.
Beaucoup de gens s'imaginent tomber sur un livre sulfureux : il ne s'agit que d'un livre des PUF, avec des universitaires qui racontent doctement ce qu'ils constatent, de façon documentée
Xavier-Laurent Salvador
X.-L. S. - Il y a d'ailleurs divers politistes dans l'ouvrage. Beaucoup de gens s'imaginent tomber sur un livre sulfureux : il ne s'agit que d'un livre des PUF, avec des universitaires qui racontent doctement ce qu'ils constatent, de façon documentée. Il s'agit de contrer un mouvement politique qui pense par slogans et à travers une pensée simpliste, comme s'il y avait un mercato de l'université. Il nous faut plutôt retrouver une ascèse.
P. V. - Et c'est bien pour cela que l'État français nous paie ! On fait notre travail. On défend un savoir et une université qui nous ont formés.
La question reste de savoir comment échapper à cette dérive woke. Quelles solutions ?
X.-L. S. - On croit souvent que la structuration des disciplines suit la même logique épistémologique entre le français ou les maths dans le secondaire, puis la littérature dans le supérieur. Or c'est l'inverse : c'est parce que l'Université reconnaît que la littérature est une épistémè (science) que l'on enseigne la langue et la littérature dans le secondaire. Pourquoi ne pas enseigner la magie dans le secondaire ? Parce que l'Université a dit que ce n'était pas une science. C'est une technè (artisanat ou pratique). On peut l'étudier, mais il n'y a pas de chaire de magie. On a beaucoup de documentation sur les rites vaudous ou médiévaux, cela n'en fait pas une chaire de magie. Si demain, l'Université par consensus devait faire de la magie une science, on se retrouverait avec des titulaires comme Élizabeth Teissier...
Je ne suis pas dans le corporatisme : la structuration en disciplines de l'Université rappelle que la science est science et peut être enseignée à la jeunesse. Le CNU, Conseil national des universités, est réparti en disciplines. On commence une carrière universitaire par une thèse que l'on inscrit dans un box, comme un cheval (science politique, droit constitutionnel, biologie moléculaire, etc.). Le problème est l'émergence des studies, qui découle de la morale woke : elle remet en cause l'épistémologie des savoirs dans l'Université. La solution est donc la discipline. Il faut les renforcer, les réhabiliter, contre le délitement des studies. L'Université française a montré qu'elle était capable de résister. Tariq Ramadan n'y a pas trouvé de place, il a dû aller en Angleterre, car le corps disciplinaire a rejeté le virus. La discipline est le lieu où s'élabore l'architecture épistémologique.

Tariq Ramadan se rend à son procès en appel (Genève, 2024). FABRICE COFFRINI / AFP
Faut-il alors supprimer certaines disciplines ?
P. V. - Le Japon a supprimé la sociologie, et l'Algérie l'anthropologie ! Mais restons en France.
X.-L. S. - Si le genre n'était qu'une question sociologique, traitée par des spécialistes du genre en sociologie, il ne poserait aucun problème. Or cette grille de lecture morale a contaminé les autres disciplines. Le problème n'est pas la liberté académique mais la dilution dans les studies, qui ont fait du genre une grille de lecture en littérature, en géographie, en psychologie... On étudie des brebis à poil dans les porn studies, en géographie ! Là est le problème. Une discipline peut évoluer, mais chaque discipline doit conserver le pouvoir de dire ce qui relève ou non de son champ. Cela doit ensuite avoir des conséquences dans la carrière du chercheur, de manière efficace

(financements, projets de recherche, etc.). C’était le rôle du CNU. Or l’autonomie des universités a permis une émancipation des disciplines par les collègues qui, allègrement, oscillent dans des carrières locales ou européennes, loin du vivier disciplinaire français qui échappe à tout contrôle sur l’architecture épistémologique des sciences.

À lire aussi Théorie du genre, décolonialisme, racialisme... Ces nouveaux dogmes qui veulent s’imposer en France

P. V. - C’est un contrecoup de l’autonomie des universités, de l’Europe au sommet, et à la base du recrutement qui repose sur les comités de sélection. Les universitaires, depuis toujours, sont cooptés ou élus par leurs pairs (de la vieille Sorbonne du Moyen Âge à aujourd’hui). Le problème : les comités de sélection sont la clef de voûte de l’élection et, théoriquement (ils ont été rénovés il y a une quinzaine d’années), avec une certaine recherche d’objectivité. Or ces comités sont très souvent pervertis. On essaie certes de plus en plus de les normaliser, d’éviter les conflits d’intérêts, de les surveiller, mais en réalité, les contrôles sont faibles : les nouveaux mandarins ont la main, et ils font élire leurs disciples sans difficulté. Il n’y a pas suffisamment de contre-pouvoirs, et le contrôle par le CNU ou l’État a été désactivé.

Le wokisme est un militantisme. C’est une morale déployée par des militants qui ne sont pas toujours absorbés par l’écriture de livre ou la défense de leur science. Militer est plus facile dans des institutions ou des universités où il n’y a que très peu d’étudiants, voire aucun ! Au nom de la liberté académique, l’État a abdiqué son rôle dans le pilotage de la recherche en sciences humaines ; il n’y définit pas non plus ses besoins en matière de chercheurs ou de professeurs d’Université. Or ce système autonome n’est pas sans effets pervers... C’est pour cela que Balanche a déclaré qu’on élit de plus en plus des profils idéologiques plutôt que des profils purement scientifiques.

Des scandales éclatent dans toutes les universités, suscitant des tensions ou divisions extrêmes, surtout en contexte de pénurie des postes. Cela fait longtemps qu’il n’y a plus de création de postes, chaque départ en retraite est l’occasion d’une bataille insensée. Il y a généralement un poste pour des dizaines, voire une centaine de postulants, se livrant à des batailles homériques, idéologiques, politiques. Cela accentue la dérive globale du système car un militantisme en groupe et clivant finit par s’imposer : c’est ainsi que des pans entiers de la recherche - qui seraient pourtant vitaux - sont abandonnés : qui travaille aujourd’hui en France sur les sociétés et les dirigeants de l’Égypte, de la Libye, du Sahel, du Maghreb, etc.? Ce n’est pas très woke en effet, mais ne vous demandez pas pourquoi nous sommes chassés d’Afrique !

L’affaire Balanche a montré que l’institution, elle-même, ne défendait pas ses universitaires et était complice de l’idéologie woke… Dès lors, comment faire ?

X.-L. S. - On ne plaide pas pour le contrôle de la science par le politique, mais au sein de la faculté. On s’est constitué en association pour effectuer une correction fraternelle. Concernant l’affaire Balanche, la direction de l’Université est un poste politique électif. Les présidents d’université ne tirent pas leur légitimité de leur science supérieure, mais du fait d’avoir été élus, par leurs pairs, dit-on... Mais aujourd’hui, le corps des conseils d’administration inclut en grande partie les étudiants. Ils appartiennent à part entière au corps électoral. Celui-ci comprend : les étudiants ; les maîtres de conférences et les professeurs ; les administratifs. Les étudiants, c’est-à-dire en réalité les associations étudiantes (généralement de gauche et woke), constituent un quart de ce corps électoral. De plus, les doctorants étant inclus dans le corps des maîtres de conférences, et certains auditeurs libres étant inclus dans le corps électoral des étudiants, les dérives politiques sont facilitées.

P. V. – Là où le NPA et d’autres partis font la loi, des étudiants professionnels votent parmi les étudiants, rappelant les AG des années soixante-dix !

Dans un système sans représentativité effective, le président a tout intérêt à jouer ses étudiants contre ses fonctionnaires

Xavier-Laurent Salvador

X.-L. S. – C’est le cas des universités les plus contestataires de France. En définitive, près de la moitié du corps électoral élisant les présidents est composée par les étudiants. Dans mon université, il y a 5000 adultes (professeurs, maîtres de conférences, etc.) qui votent pour le Conseil

d’administration, dont la présidente, qui a été élue avec 400 voix. Ainsi, du fait d’un absentéisme massif, le poids des étudiants est gigantesque. À eux s’ajoute le personnel administratif, souvent d’anciens étudiants... Or l’Université bénéficie d’un puits sans fond pour les associations étudiantes, qui ne rendent de comptes à personne : la CVEC (Contribution de vie étudiante et de campus). Les étudiants votent pour un président qui les financera, et les présidents élus sont acquis à la cause défendue par les étudiants. En effet, dans un système sans représentativité effective, le président a tout intérêt à jouer ses étudiants contre ses fonctionnaires. On n’est pas dans un modèle principal-professeur de collège ou préfet-sous-préfet, avec des relations hiérarchiques... Ce corps électoral est perverti par une corruption majeure, génératrice de gros financements.

À lire aussi Pourquoi la démission de la présidente de Harvard ne signe pas la fin du wokisme

Peut-on sortir de cette dérive sans tomber dans une mainmise du politique ?

X.-L. S. - Comme on l’a fait dans les mairies : instaurer un regard par les cours des comptes sur le mode de financements des associations sur les campus, afin de faire taire le délire des associations étudiantes. Cela permettrait un contrôle, tandis que la situation actuelle confine à l’omerta ou de la dissimulation : ces associations n’ont parfois ni statut ni président, mais bénéficient de plusieurs dizaines de millions d’euros par université. Les présidents d’université sont ainsi ralliés au corpus idéologique de leurs étudiants, et non à la science de leurs enseignants.

P. V. - La situation est aggravée par le développement d’un «lumpen-prolétariat » intellectuel, car il y a de plus en plus de doctorants, dont 1 sur 3 ne soutenant même pas leur thèse en définitive. Il y a plus de doctorants (et de docteurs) que de postes. L’université française produit des doctorants pour l’Allemagne, l’Angleterre, la Suisse, les États-Unis, d’autant que les universitaires y sont bien mieux payés... Ce système fonctionne donc encore assez largement, mais il reste que l’étranger ne peut pas tout absorber, et choisit parfois les meilleurs... Il subsiste donc, dans les universités et les laboratoires, une frange de doctorants, de docteurs et de postdoctorants -parfois quelques centaines dans les grosses universités - qui n’auront pas de poste. Ils sont très frustrés.

On fabrique trop de diplômés, qui de ce fait ont tendance à se radicaliser voire à devenir des révolutionnaires de profession

Pierre Vermeren

Le Figaro a justement publié un article sur la surproduction d’intellectuels et de cadres. En science politique, sociologie ou encore en lettres, on fabrique trop de diplômés, qui de ce fait ont tendance à se radicaliser voire à devenir des révolutionnaires de profession. Sans avenir possible dans l’université française, ils sautent sur ces idéologies identitaires qui leur offrent une perspective concrète de recrutement, de création de postes dans de nouvelles filières… Il existe une interaction entre eux et leurs directeurs de recherche qui sont prêts à tout pour placer leurs étudiants. Cette situation explique en partie la dérive woke, qui entend perturber le champ disciplinaire et intellectuel tel qu’il existe pour le remplacer par un nouveau système et se faire recruter...

X.-L. S. - Et c’est théorisé par Saül Alinsky qui le décrit comme étant une méthode proactive pour modifier la sociologie de l’Europe.

Aux États-Unis, Trump s’attaque aux financements des universités . Est-ce le nerf de la guerre ?

X.-L. S. - Oui, mais pas en France, au niveau européen. Le réflexe jacobin est de se tourner vers l’État, mais dans notre domaine, la guerre se mène clairement au niveau international et plus spécifiquement européen. L’Europe, institution bureaucratique qui a un peu dérapé, est totalement acquise au wokisme. Elle réserve 15 % pour chacun des projets de recherche dans le cadre des ERC (Conseil européen de la recherche) au «DEI» (diversité, équité, inclusion) au niveau des Ressources humaines (RH) ; or les RH, dans un projet de recherche, ce sont des doctorants. L’Europe, depuis dix ans, finance le renouvellement de ce Léviathan woke, pensé par l’Europe pour l’Europe. Cela fait son effet : cela modifie le paysage universitaire français, qui s’anglo-saxonnise à grande vitesse. Pourquoi ont-ils choisi des noms anglo-saxons, en parlant notamment de studies ? Car ils ont adhéré à un modèle explosant le cadre universitaire français. Il faut donc croire à notre université et restaurer l’observation du réel.

P. V. - L’État français s’est déshabillé et la loi d’autonomie des universités, votée par la droite et contestée par la gauche, a servi ces intérêts. La droite ne connaît pas l’Université, les dirigeants

macronistes pas davantage, ils se sont donc débarrassés d'un boulet, délégué à l'Europe, et ont voté l'autonomie pour que les Universités gèrent leur propre pénurie. Bien sûr, il y a aussi une crainte qui vient de la Libération, qui conduit l'État à refuser de définir une politique scientifique.
X.-L. S. - Il y a donc une politique incitative : on ne vous dirige pas, mais on vous encourage à candidater sur des projets en science des sociétés, ou en «société et genre». Vous pouvez ne pas le faire, mais si vous le faites, vous pouvez toucher 3 millions d'euros de crédits...
P. V. – C'est pareil pour l'islamisme : un projet de recherche financé par l'Europe qui ne serait pas lié d'une manière ou d'une autre aux Frères musulmans n'a pratiquement aucune chance d'être financé. En effet, dans les instances européennes, tout se fait en anglais - les Français restent des mauvais praticiens de cette langue et aucun Français ne dirige ces instances. Leurs normes DEI sont définies par les Anglo-Saxons, bien que ni les États-Unis ni l'Angleterre ne fassent partie de l'Union européenne (mais les Allemands et les Hollandais se sont ralliés à ce système). On est ainsi dépassé et les universitaires français y sont mal préparés. Même si les universités font des efforts, il reste peu de Français qui candidatent - personnellement, je refuse de me soumettre aux directives idéologiques et scientifiques européennes sous influence.
À lire aussi Derrière les manifestations pro-Palestine à l'université, l'influence grandissante des Frères musulmans ?
Le CNRS a été largement abandonné, il est devenu une agence de répartition des postes, mais ses crédits en propre se sont effondrés. Les universités ont de moins en moins de crédits de recherche et l'État limite ses interventions et orientations aux sciences dures. C'est donc un secteur en déshérence avec un sous-financement de la recherche : il en résulte ainsi un effondrement des dépôts de brevets français en quelques décennies. Comment revenir en arrière ? L'État, qui finance globalement tout le système, devrait avoir le droit d'exprimer les domaines dans lesquels il a des intérêts stratégiques et culturels. Il faut bien qu'il y ait encore dans ce pays quelques latinistes, quelques historiens du monde arabe ou de l'Iran, quelques linguistes en ancien français et grammairiens, même si cela n'intéresse plus personne... On ne peut pas abandonner à d'autres des pans entiers du savoir, de la culture, de la géopolitique...
X.-L. S. - Il faut ainsi rétablir les disciplines : architecturer l'Université autour des disciplines à partir de financements locaux assumés pour le recrutement, le développement des disciplines, la publication... On constate une balkanisation du milieu dont les PUF témoignent. Il s'agit d'une maison bourgeoise qui décide ou non de publier. Qui arbitre une publication scientifique ? Les scientifiques. Ce n'est pas à des commerçants de décider ce qui doit être publié en science ; ils obéissent à des impératifs qui ne sont pas scientifiques. N'importe qui peut arriver en montrant une revue scientifique en ligne où il accumule les publications : c'est bien ainsi que l'on crée un corpus idéologique. Rétablir les disciplines signifie : avoir une politique nationale sur la publication scientifique, rétablir la faculté et le CNU dans leurs prérogatives de carrière et de recrutement des doctorants.
P. V. - Il faut a minima un contrôle du CNU sur le recrutement pour éviter l'hyperlocalisme, les copinages idéologiques... L'État a abandonné le financement, la politique de recherche, le contrôle et se retrouve à financer à fonds perdu (notamment nos salaires)... Il finance moins grâce à l'autonomie et en laissant l'Europe financer la recherche, mais est-ce satisfaisant ? Les anciens gouvernements ont des responsabilités par incurie : ils ont été dépassés par ce qu'ils ont créé. Le système était déjà malade, il l'est davantage.

Manifestation anti-Israël devant la Sorbonne (2024). THOMAS SAMSON / AFP
Quels liens existent-ils entre wokisme et islamisme ?
P. V. - Il y avait des garde-fous comme nous l'avions dit à l'époque de Tariq Ramadan. Dès que les spécialistes de chaque discipline contrôlent leur discipline, ils empêchent l'élection d'avatars idéologiques. Ramadan a fait sa thèse en Suisse avec un jury de complaisance. Le premier jury s'était rétracté, le deuxième a été choisi parce qu'il ne se rétracterait pas. Puis il a essayé de candidater en France et n'a jamais réussi. Finalement, il a enseigné en Suisse, puis à Oxford sur une chaire ad hoc créée par les fonds du Qatar. C'est à ce moment qu'il s'est présenté comme un

universitaire, en réécrivant de multiples fois un livre avec des titres différents. Les universités françaises avaient les verrous et les moyens pour empêcher ce genre de carrières. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a les défauts de contrôle déjà évoqués ; des financements européens pour des projets de recherche sur l'islam politique ou le monde arabe dans lesquels il y a a minima une inclusivité faite à la galaxie des Frères musulmans.
L'écosystème des Frères musulmans est très puissant et actif à Bruxelles et dans certains pays européens. Ils ont désormais réussi à pénétrer dans l'université européenne et française, dans les milieux de la recherche (en témoigne l'affaire de Lyon Bron en cours parmi bien d'autres). Or la recherche française étant devenue pauvre, elle est une porte ouverte dans laquelle s'immiscent États étrangers et organisations islamistes bien mieux dotées : think tanks, éditions universitaires, laboratoires et programmes de recherche, chercheurs…, tous trouvent de bonnes fées quand ils sont dans le besoin…
X.-L. S. - Et la France donne 17 milliards chaque année à Bruxelles...
Les spécialistes savent que, désormais, si vous souhaitez travailler sur le monde arabe, vous ne serez pas financés par le gouvernement égyptien, en revanche, si vous voulez travailleur sur la finance islamique ou le Coran des Européens, les bourses se délient
Pierre Vermeren
Iriez-vous jusqu'à dire que Bruxelles est une officine islamiste…
P. V. - Ils ne s'occupent pas que de cela, mais aussi du genre, qui n'est pas a priori très islamiste. Mais dans ce chaos institutionnel, avec cette dispersion des sources de financement, les islamistes font leur miel. Ils sont capables d'obtenir des financements dans les universités françaises par le biais des associations, capables d'obtenir le financement de programmes de recherche européens et, à la fin, de faire élire des docteurs, facilités par un jeu de mutations (vous avez été élu en Angleterre, aux États-Unis ou en Allemagne, puis pouvez venir en France avec les chaires juniors et autres laboratoires internationalisés). Ils ont pu faire sauter des verrous grâce à des complicités européennes ou des financements étrangers et sont en voie de s'installer dans l'institution avec beaucoup de complaisance de la part de spécialistes qui savent que, désormais, si vous souhaitez travailler sur le monde arabe, vous ne serez pas financés par le gouvernement égyptien, en revanche, si vous voulez travailleur sur la finance islamique ou le Coran des Européens, les bourses se délient. Après le financement viendra le temps du soutien et du recrutement : d'autant que la pression des pays arabes sur les Frères les oblige s'installer en Europe (cela n'a d'ailleurs pas changé depuis la famille réfugiée Ramadan !).
X.-L. S. - Et du côté des étudiants, cela rejoint très bien le mouvement woke.
À lire aussi «L'entrisme de l'islamo-gauchisme à l'université est une réalité»
Comment cette porosité entre islamisme et wokisme se traduit-elle de manière concrète ?
X.-L. S. - Il y a une convergence sidérante. Al Jazeera communique en France en écriture inclusive, par exemple. Il y a une forte porosité avec une jeunesse moraliste woke. C'est un fort enjeu dans les universités. Dans une petite commune de banlieue parisienne où il y aurait 8 000 habitants, si l'on installait un Crous (une résidence étudiante), sachant que n'importe quel étudiant étranger européen peut potentiellement voter dans la commune, cela peut faire 2 000 voies supplémentaires qui pèsent dans l'élection du maire. Les vice-présidents à la vie étudiante sont des étudiants, ils peuvent ensuite être élus dans le Conseil municipal où ils créent des actions étudiantes, ce qui fait émerger dans les universités des réseaux solidaires (récupérer les invendus halal des marchés contre des «services» à la communauté). Sur le papier, la structuration semble charitable et équitable, de sorte à plaire à la morale woke. Cela conduit des mouvements étudiants à structurer la jeunesse. Le discours mis en avant par ces associations parle à la jeunesse actuelle : woke, inclusif, luttant contre la discrimination. Le corpus moral woke est parfaitement digéré par les associations militantes sur les campus.
Même s'ils méprisent les homosexuels et les femmes, la confusion qu'est le wokisme permet aux islamistes de se forger une place dans la lutte intersectionnelle
Pierre Vermeren
P. V. - Et il y a, derrière, des acteurs invisibles, des entrepreneurs islamistes, soit soutenus par les

Frères musulmans (leur réseau d'associations est très vaste, il concerne les femmes, les étudiants, etc.) soit par des associations tuyautées par des nations étrangères très actives pour surveiller leur communauté en exil et concurrencent les islamistes. Ces gens travaillent, ils sont organisés et ont de l'argent ; ils ont compris que le positionnement wokiste leur rendait un grand service. Même s'ils méprisent les homosexuels et les femmes, la confusion qu'est le wokisme leur permet de se forger une place dans la lutte intersectionnelle.
X.-L. S. - La logique intersectionnelle rend en effet service à l'islam politique. En disant qu'une femme est une minorité discriminée et qu'une femme voilée est doublement discriminée, on crée artificiellement un discours politique mettant en avant toutes les revendications d'un islam politique. Aïssam Aït Yahya est venu il y a quelques années sur un campus universitaire à l'invitation des associations étudiantes, alors que c'est un terroriste théoricien du djihad. L'Université prétend ne pas être au courant, bien qu'elle ait prêté une salle... C'est ainsi que l'on retrouve écrit sur les murs les sept piliers de l'islam.
P. V. - Et c'est ainsi qu'à Lyon II, on a fait au moins dix Iftars avant qu'il y ait eu une réponse...

Manifestation anti-Israël sur le campus de Harvard, une semaine après les attentats du 7 octobre (octobre 2023). JOSEPH PREZIOSO / AFP
X.-L. S. - Les accommodements raisonnables des universités sont en fait un signe de corruption, dans le système électoraliste universitaire. Mais il n'y a aucun contrôle. Ni la Cour des comptes, ni la presse... Le poids électoral de ces associations au discours moral et politique est majeur. Ils sont tuyautés par des États et tiennent en main le sort des élections. Il ne faut donc pas s'étonner que les universités ferment les yeux sur le fait qu'on organise des iftars, avec des salles de prière à côté, allant jusqu'à chasser de son amphithéâtre un enseignant au prétexte qu'il n'est pas dans la ligne. C'est un phénomène connu de longue date. Par exemple, à Saint-Denis, Samuel Mayol - membre de notre observatoire - a fait l'objet d'une chasse aux sorcières après avoir alerté sur une salle de prière clandestine dans les locaux de l'IEP.
P. V. - Et qui était clairement soutenu par un État du Maghreb.
Le modèle du CCIF où l'État belge accueille les Frères sous couvert de bons sentiments témoigne de convergences avec le wokisme
Xavier-Laurent Salvador
X.-L. S. - Cet islam politique a probablement des aspects intéressants, mais le modèle du CCIF où l'État belge accueille les Frères sous couvert de bons sentiments témoigne de convergences avec le wokisme... On met en avant un discours positif pour servir une idéologie violente.
P. V. - C'est un chaos duquel l'État s'est longtemps désengagé. Il saupoudre d'argent, confie les crédits de recherche à Bruxelles qui lui reviennent par les filtres des organisations susdites, et il augmente les étudiants étrangers sans leur faire payer davantage que les Français dont les familles financent l'Université par leurs impôts ! Non seulement nous aggravons la faillite financière de l'université par un surcroît d'étudiants non contributifs, mais nous accueillons beaucoup d'étudiants de pays aux systèmes universitaires en faillite, avec des niveaux de français de plus en plus aléatoires…
X.-L. S. - Et leur inscription est financée par l'État.
À lire aussi Gilles-William Goldnadel: «Je n'avais pas envie de faire un centième ouvrage sérieux sur le wokisme»
P. V. - Notre système en déshérence est sous-financé. Les groupes organisés, de Bruxelles aux associations woke, ont une grande facilité de pénétration. La gouvernance est assurée par des professeurs qui votent en minorité et par 4 % des étudiants votants : ces groupes minoritaires règnent. Le wokisme est minoritaire chez les étudiants, l'islamisme plus encore, mais les élections leur offrent des positions de pouvoir.
X.-L. S. - Et l'on démontre dans le livre à quel point ils sont profondément sectaires. Leur morale entraîne l'adhésion de la jeunesse, et en fait une force politique qui contraint l'institution à se wokiser. Des postes et de l'argent sont à la clef.